

NON à toute « primaire à gauche » pour 2017! Il nous faut un candidat unitaire de la gauche antilibérale SANS LE PS!

La campagne pour des « primaires à gauche » cache mal une stratégie de réhabilitation préventive des forces sociale-libérales aujourd'hui en pleine tourmente à la tête de l'Etat.

Depuis quatre ans, « L'ennemi de la finance » de 2012 s'emploie (comme son prédécesseur) à détruire toute protection des travailleurs, augmenter le temps de travail, réprimer à outrance les militants syndicaux (jusqu'à la prison ferme : inédit depuis 1948 !) pendant que ses partenaires, patrons et banquiers licencieurs, ont les coudees franches pour mettre à sac le pays, participer à des guerres de rapines impérialistes aux quatre coins du globe, et en premier lieu à la préparation d'une agression fron-

taile de la Russie, aux premières loges d'une coalition impérialiste UE-USA utilisant patiemment ses pions fascistes dans cette direction (Ukraine, Turquie, Daech, Israël, Arabie Saoudite et Qatar)...

Le mouvement progressiste et communiste de ce pays se trouve presque sommé, sous l'épée de Damoclès d'un nouveau 21 avril face au FN, de contribuer à cette mascarade pré-électorale qui n'a d'autre but que de faire adouber un candidat socialiste, qu'il s'agisse d'Hollande lui-même, de ses suppôts ou d'un quelconque « frondeur » ayant invariablement appuyé ses contre-réformes et agressions anti-populaires au Parlement. Il ne faut pas rêver : le rapport de force est encore bien trop favorable au PS pour espérer en voir sortir un candidat de la vraie gauche, c'est-à-dire nettement et clairement séparé de ce parti.

Or ce sont bien les forces coalisées de la droite et du PS qui ont contribué à l'ascension électorale foudroyante du parti fasciste, par leur politique de guerre antisociale et

Notre journal commence ici une nouvelle vie avec ce premier numéro 2016, en se dédoublant!

Proche de l'actualité et du terrain, vous retrouverez régulièrement cette formule gratuite imprimable, diffusable autour de vous, en version papier comme sur Internet!

Tandis que deux fois par an, une version papier plus classique, plus complète, vous offrira pour un euro des articles de fond, des analyses politiques sur la situation politique actuelle, des points historiques, des questions théoriques du marxisme léninisme!

islamophobe, à l'intérieur comme à l'extérieur des frontières, et de promotion médiatique intentionnelle de son égérie Marine Le Pen. Le remède ne peut être trouvé dans les ingrédients du poison !

Participer à de telles « primaires », c'est se soumettre à un mécanisme de légitimation du PS encore hégémonique, dans ses relais, ses élus et ses moyens financiers, que nous refusons catégoriquement. La seule alternative qui puisse créer dans le peuple un espoir de changement,



**COORDINATION
communiste**
NORD | PAS DE CALAIS

pendant toute cette année où les militants disposent de temps, avant 2017, pour agir dans les quartiers populaires et les boîtes, est une candidature unitaire clairement démarquée à gauche du PS. **Et le seul qui a choisi de démasquer ce complot en annonçant sa candidature, suscitant ainsi cet espoir tout en résistant aux multiples pièges médiatiques que la classe politique ne manquera pas de tendre jusqu'à l'année prochaine, c'est Jean-Luc Mélenchon.**

Bien sûr, l'homme ne fait pas l'unanimité. Mais à l'heure où la rupture avec le piège « social-démocrate », aujourd'hui clairement démasqué aux yeux du peuple et des jeunes générations en détresse, doit progresser, toute attitude complaisante ou suiviste des directions politiques vis-à-vis du PS ferait reculer le mouvement de conscientisation. Et en cette période où une dirigeante trahit et rejoint le gouvernement (Emmanuelle Cosse des Verts), où un autre déclare accepter une « candidature Hollande, mais sans son programme » (Pierre Laurent du PCF), seul Mélenchon, la « bête noire du PS » parvient à se démarquer et poser les vraies questions, contre la propagande socialiste du « tout sauf Mélenchon ».

N'est-il pas le seul, au-delà de ses insuffisances selon nous, à accuser

nettement la complicité du gouvernement français dans la mise à sac de la Syrie laïque, s'appuyant sur les terroristes de Daech qu'il prétend combattre ici ?

N'est-il pas le seul à soutenir clairement, malgré le torrent médiatique de diabolisation anti-Poutine, le seul camp qui fasse réellement reculer le terrorisme et le fascisme actuellement, que ce soit contre Daech en Syrie et en Irak ou contre les milices fascistes pro-gouvernementales en Ukraine, à savoir la Russie ?

N'est-il pas le seul à se réclamer ouvertement du regretté Hugo Chavez, dont il était jadis en 2012 l'invité d'honneur français lors d'un sommet bolivarien à Caracas ?

N'est-il pas le seul à s'opposer à l'UE dont il déclare vouloir sortir la France si nécessaire (pendant que tant d'autres dirigeants antilibéraux font allégeance au PGE et à l'illusion d'une « révolution permanente dans l'Europe sociale sinon rien ») ?

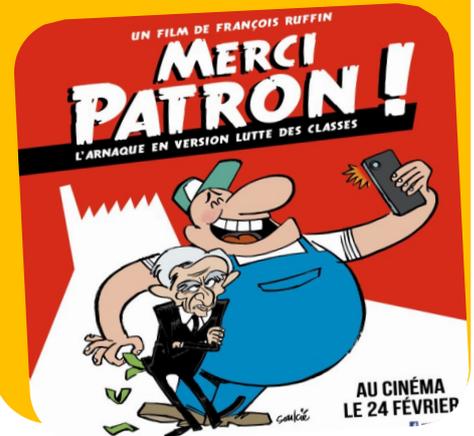
N'est-il pas le seul à s'être engagé pour tenter de faire échec à Marine Le Pen lors des dernières législatives à Hénin-Beaumont ?

N'est-il pas le meilleur en lice actuellement pour représenter le combat quotidien que nous menons contre la progression du FN dont l'UMPS est encore le moteur ?

N'est-il pas le candidat du Front de Gauche qui, à la présidentielle 2012, a fait voter 4 millions d'électeurs contre les politiques libérales qui broient les con-

PUBLICITE

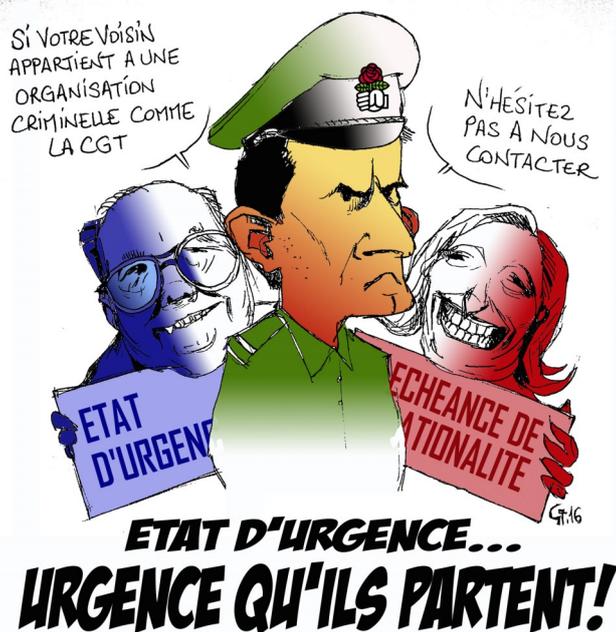
Un film à voir et à conseiller autour de vous! Une démonstration éclatante de la réalité de la lutte des classes, de l'humour, de l'espoir! Le premier film de François Ruffin, rédacteur en chef du journal militant FAKIR



quis sociaux et démocratiques de nos anciens ?

La candidature de JL Mélenchon doit être une arme pour déjouer tous les pièges tendus pour remettre le couvercle sur la formidable victoire populaire du NON au référendum sur le Traité constitutionnel Européen de 2005 qui a clairement délimité les deux côtés de la barricade : le côté des partis libéraux et fascistes du grand capital (droite, socialiste et fasciste) et le côté du mouvement ouvrier, paysan et du peuple.

Joignant les actes à la parole, nous mettrons désormais nos forces à la création de comités de soutien à Jean-Luc Mélenchon pour 2017, là où nous sommes organisés, et appelons nos camarades dans et hors du Front de Gauche, engagés dans le patient combat anti-libéral, anticapitaliste et antifasciste quotidien en France à faire de même !



Pour vous abonner à notre revue théorique **CHANTIERS**, journal du Rassemblement des Cercles Communistes, envoyez nous un chèque de 10 euros (trois ans) à l'ordre de la Coordination Communiste à l'adresse suivante:
52 allée du Lotus bleu, 59650 Villeneuve d'Ascq

LOI EL KHMORI... AU SERVICE DU TERRORISME PATRONAL!

Le gouvernement vient de rendre public son projet de loi de réforme du Code du Travail, présentée comme la dernière grande « réforme » du quinquennat.

Dans la continuité des lois « Macron » et « Rebsamen », le projet porté par Myriam El Khomri, la ministre du Travail, est une nouvelle attaque d'une ampleur sans précédent contre les travailleurs, illustrant une nouvelle fois au service de quelle classe sociale est ce gouvernement qui se prétend de « gauche ». En 53 articles et 131 pages, c'est en fait un retour en arrière de plus de cent ans que veut nous imposer ce gouvernement du MEDEF, comme dans un mauvais roman de science-fiction. Bienvenue dans le nouveau 19^{ème} siècle !

Véritable autodafé du code du travail, le projet de loi répond aux exigences du grand patronat jamais assouvi, jamais repu, prêt à réinventer le servage pour préserver et augmenter ses profits et ses dividendes, ce que les experts média-

TOUS EN GREVE ET EN MANIF POUR LE RETRAIT!

tiques appellent « compétitivité ».

Pouvoir imposer, comme au bon vieux temps, comme avant 1919, 12 heures de travail par jour et soixante heures par semaine, rétablir le travail des enfants en faisant travailler les apprentis mineurs 10 heures par jour et quarante heures par semaine, licencier sans contrainte et à moindre frais en plafonnant les indemnités prud'homales à 15 mois de salaire maximum pour les salariés ayant 20 ans d'ancienneté ou plus, contourner les organisations syndicales par l'instauration d'un referendum d'entreprise pour obtenir des « accords » inférieurs à la loi : Cette loi c'est la loi du capitalisme décomplexé, sans entrave à la réalisation de ses profits. Le grand patronat en rêvait depuis des décennies, Hollande le fait.

Ce projet s'inscrit dans un rapport de force pour l'instant peu favorable aux travailleurs, qui sont sur la défensive et manquent d'une représentation politique forte. Cependant, la lutte des classes s'aiguise comme le démontrent les luttes nombreuses pour l'augmentation des salaires, la sauvegarde des emplois et des libertés syndicales, contre les conséquences du libéralisme et des diktats de l'Union Européenne. Les exemples emblématiques de la mobilisation de soutien aux travailleurs d'Air France et de Goodyear n'en sont que la partie la plus visible. La loi « Travail » ne fait que renforcer une colère montante,

**POUR LE PS
UN JOUR DE SEQUESTRATION D'UN PATRON =
9 MOIS DE PRISON FERME POUR LES OUVRIERS!**

ET "SALES SOCIAUX-TRAITRES
SERPILLIÈRES PATRONALES
HYÈNES CUPIDES POPULISTES
BOURGES DE SOCIALISTES
DE MERDE", ÇA FAIT
COMBIEN EN PLUS?



comme le prouve le succès de la pétition en ligne qui atteint au moment où nous écrivons plus de 800 000 signatures.

Le mépris de classe affiché par un Valls rigide et suffisant, refusant de prendre les pétitions que lui tendait un délégué CGT à l'usine Solvay de Chalampé, n'y pourra rien changer. C'est au contraire un aveu de faiblesse : la faiblesse de celui qui sait que le succès de la pétition reflète un refus de classe.

En se donnant 15 jours de plus, jusqu'au 24 mars, pour présenter en Conseil des Ministres le projet, le gouvernement est à la manœuvre, pour essayer de s'assurer notamment un soutien syndical, en s'appuyant sur les éléments réformistes. Mais en dépit des trahisons à venir d'organisations syndicales prêtes à « négocier le poids des chaînes » - la **résistance s'organise : dès le mercredi 9 mars, puis le jeudi 31 mars où doit s'exprimer un front du refus politique et social. Ce projet de loi ne doit pas passer ! Tous sur le pont !**

**AVEC VOS ENFANTS
AVEC VOTRE ARGENT**

L'ARMÉE

ICI, TOUTE UNE ARMÉE CROIT EN VOUS.
L'ARMÉE DE L'AIR RECRUTE L'ARMÉE EN PLUS DE 50 MÉTIERS.
AIR-TOUTEUNEARMÉE.FR

**BOMBARDE
LES PEUPLES**

**STOP À L'OTAN! STOP À
L'IMPERIALISME FRANÇAIS!
DE L'ARGENT POUR LES ÉCOLES
PAS POUR LES BOMBES!**

**COORDINATION
communiste**
59 162

rassemblementcommuniste.org - coordcommuniste@numericable.fr

**POUR LE
COMPTE
DES GRANDS
PATRONS
FRANCAIS**

**Guerre sociale contre les travailleurs, guerre contre les peuples (voir l'appel à la création de comité locaux anti-guerre en page 4):
Ce gouvernement attaque sur tous les fronts et par tous les moyens! Résistance!**

COLLECTIF « NI GUERRE NI ETAT DE GUERRE »

TEXTE FONDATEUR (extraits)

La France était en guerre bien avant les attentats du 13 novembre, lesquels ont largement servi de pré-texte à intensifier ces engagements militaires.

(...) Les interventions militaires que mène l'État français en Irak, en Afghanistan, en Libye, au Mali, en Centrafrique, ... sont très largement invisibles dans les médias. Le peu qui en est dit impose un consentement au nom d'une logique sécuritaire, avec ou sans habillage humanitaire ; le discours belliciste entend anesthésier et tétaniser la population. Pourtant, comment ne pas rappeler les désastres que sèment ces guerres (...). Ce sont des dépenses colossales, qui détournent l'argent public de dépenses sociales, culturelles et écologiques vitales. De surcroît, l'État qui mène ces guerres, en pompier pyromane, nous entraîne dans une spirale infernale ayant pour effet de renforcer la haine qui débouchera sur d'autres attentats. Les « Rafale » tuent des civils aussi innocents que ceux du Bataclan. (...)

Nous nous opposons aux guerres d'ingérence et de spoliation - donc à tous les impérialismes. Mais nous sommes en France et c'est donc en France que nous pouvons nous battre en priorité contre « notre » propre impérialisme. Nous pouvons le faire concrètement, sans abstraction ni proclamation : parce que les questions géopolitiques qui se jouent parfois à des milliers de kilomètres ont des résonances fortes, ici, dans nos quartiers. C'est pour cela que la lutte de notre collectif passe par le combat contre tous les racismes, et notamment le racisme antimu-

Nous nous associons à cet appel national et appelons à notre tour à la création de comités locaux de terrain!

sulman, contre les inégalités et les discriminations, le soutien aux migrants et aux sans-papiers(...).

Il nous faut donc nous organiser, riposter par une résistance à la hauteur de ce que nous subissons, à la hauteur des guerres qui se font contre les populations, contre nous et en notre nom. C'est pourquoi nous avons décidé de lancer un Collectif contre la guerre, qui

- exige l'arrêt immédiat des interventions militaires françaises, le retrait des bases militaires, la fin des traités et alliances (OTAN...);
- dénonce le marché des ventes d'armes qui irrigue entre autres les pires dictatures ;
- combat la militarisation de la société, le quadrillage des territoires et des esprits par le complexe militaro-sécuritaire ;
- soutient le droit à l'autodétermination des peuples, apporte sa solidarité aux forces de résistance et d'émancipation.

Nous voulons élargir ce comité, nationalement et localement, à toutes les organisations et toutes les personnes qui se retrouvent dans ce combat.

Pour tout contact et signature : antiguerrre16@gmail.com

(pour contacter la Coordination: coordcommuniste@numericable.fr)

Les agriculteurs disent NON à la PAC et aux politiques libérales!

Depuis 1999, les petits et moyens agriculteurs français se tuent (au travail jusqu'à 70 heures par semaine pour un revenu de misère, explosion des suicides) à réclamer des prix rémunérateurs au lieu de subventions dans lesquelles la Politique Agricole Commune (PAC) les emprisonne. Ainsi le 14 avril 1994, date de l'alignement aux règles de l'OMC, l'UE a fait le choix de les sacrifier, eux, mais également la qualité de la production agroalimentaire française et à terme l'indépendance alimentaire de la France sur l'autel du libéralisme au profit des gros capitalistes du secteur. En supprimant le 1^{er} avril 2015 la règle des quotas, dernier outil de l'arsenal protectionniste constitutif de la Politique Agricole Commune originelle de l'après Seconde guerre mondiale, Bruxelles a autorisé l'écoulement sur les marchés européens et français de la surproduction agricole notamment allemande et espagnole engendrant une baisse structurelle des prix de marché sous le niveau permettant aux agriculteurs français de couvrir leurs coûts de production. Cette ultime dérégulation libérale a révélé le degré de concentration du capital du secteur agro-alimentaire: le petit étant mangé par le gros.

En effet, d'un côté dorénavant la PAC organise la concurrence sur les revenus avec,

par exemple, des gros producteurs agricoles allemands et espagnols qui profitent des déréglementations de leurs marchés internes, utilisent des travailleurs agricoles corvéables des pays de l'est et du Maroc principalement, de normes sanitaires nationales moins contraignantes et moins coûteuses et un processus qui a accéléré chez eux une production standardisée, industrielle et une concentration du capital qui bafoue les critères d'excellence qui caractérisent encore la production française même de type industrielle. Parallèlement, la question des normes sanitaires européennes par un surenchérissement normatif national alimenté par le lobbying a été l'outil juridique utilisé par les gros capitalistes du secteur en France éliminer les concurrents plus petits qui n'ont pas le moyen financier de respecter ces normes. La financiarisation de l'agriculture a engendré la dépendance accrue des agriculteurs vis à vis des actionnaires obsédés par le « retour sur investissement » de leurs prêts, la « recherche toujours plus d'économies d'échelle » et de gains de productivité.

D'un autre côté la crise structurelle du capitalisme érodant le pouvoir d'achat, les intermédiaires de la filière agricole - transformateurs et distributeurs - en position de

force car organisés en quasi cartels face à des petits et moyens producteurs nombreux et atomisés, assoiffés de profit s'entendent depuis longtemps afin de maintenir leurs marges en menaçant les agriculteurs français d'acheter ailleurs s'ils osent broncher.

A cela s'ajoute des cours mondiaux spéculatifs du blé et du soja - base de l'alimentation des cheptels - déterminés par le capitalisme financier sous prétextes des fluctuations climatiques ou des niveaux des récoltes : l'augmentation des coûts d'alimentation des troupeaux participe de la fonte des marges et des ventes à perte. Viennent s'ajouter maintenant les sanctions et l'embargo contre la Russie par l'UE qui suit en cela les USA en soutien aux fascistes Ukrainiens qui a fait perdre aux éleveurs et paysans des débouchés pour leurs production.

A la base les agriculteurs pris en tenailles sont de moins en moins dupes et réclament à cor et à cri par des actions fortes une nouvelle politique agricole nationale leur permettant de vivre dignement de leur travail et de devenir la cheville ouvrière d'une agriculture plus respectueuse de l'environnement, des humains et de la diversité des cultures locales.